

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

CENTRAFRIQUE/PRÉSIDENTIELLE. BOZIZÉ : CANDIDATURE INVALIDÉE

La candidature à l'élection présidentielle en Centrafrique de l'ancien chef de l'Etat François Bozizé a été invalidée hier par la Cour constitutionnelle au motif qu'il faisait l'objet de poursuites notamment pour "assassinats", "tortures" et de sanctions de l'Onu. Le premier tour des élections présidentielle et législatives est prévu pour le 27 décembre et le président sortant, Faustin Archange Touadéra, qui brigue un second mandat, fait désormais figure d'archi-favori.

## • FRANCE/CORRUPTION. L'EX-MINISTRE GUÉANT MIS EN EXAMEN

L'ancien ministre français Claude Guéant a été à son tour inculpé pour "association de malfaiteurs" dans l'enquête sur un possible financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, a confirmé le parquet national financier. Cette nouvelle charge, retenue mercredi contre le bras droit de l'ancien président à l'issue d'un nouvel interrogatoire, était attendue depuis la mise en examen (inculpation) en octobre, sous cette même qualification, de Nicolas Sarkozy, président de 2007 à 2012.

## LIBERIA/JUSTICE. DÉBUT EN SUISSE DU PROCÈS D'UN CRIMINEL DE GUERRE PRÉSUMÉ

Le procès doublement historique de l'ex-commandant rebelle libérien Alieu Kiosiah, accusé d'avoir commis des atrocités entre 1993 et 1995 pendant la guerre civile dans son pays, s'est ouvert jeudi en Suisse. Détenu depuis novembre 2014 après son arrestation en Suisse, Kiosiah, 45 ans, s'est présenté devant le Tribunal pénal fédéral, à Bellinzona, en compagnie de son avocat commis d'office Me Dimitri Gianoli.

## France : c'était "VGE"

L'ANCIEN président de la République (1974-1981) est mort du Covid-19 mercredi en fin de soirée. Il avait 94 ans.

M.A.  
Libreville/Gabon

C'EST une figure de la vie politique française, incarnation du centre droit et tombeur du gaullisme, qui vient de disparaître. Valéry Giscard d'Estaing ("VGE"), qui avait été élu président de la République en mai 1974, pour en devenir à l'âge de 48 ans le plus jeune président français depuis Louis-Napoléon Bonaparte, est mort mercredi, tard dans la soirée, à l'âge de 94 ans des suites du Covid-19, a annoncé sa famille.

Ce fervent partisan de la construction européenne qui dirigea le pays de 1974 à 1981, lui apportant un élan de modernité, avait été hospitalisé à plusieurs reprises ces derniers mois pour des problèmes cardiaques. Il est décédé dans sa maison familiale d'Authon, dans le centre de la France.

Pendant son mandat, "VGE" avait eu une action modernisatrice sur le pays, promulguant d'importantes réformes de société comme l'autorisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) ou l'abaissement du droit de vote à 18 ans. Il fut aussi le premier président non gaulliste de la Ve République, après l'emblématique général de Gaulle et son héritier politique Georges Pompidou.

Il fut aussi un fervent européen, travaillant avec son "ami" le chancelier Helmut Schmidt à faire tourner le moteur franco-allemand, ou dans les années 2000 quand il présidait la convention pour l'Europe en vue de l'établissement, avorté, d'une Constitution européenne. Son goût pour les affaires internationales l'a poussé à être le père des réunions du G7, le club des pays industrialisés.

Il n'avait cependant effectué qu'un seul septennat, battu par le socialiste François Mitterrand en 1981 après une seconde partie de mandat marquée par la crise économique et des affaires, comme celle des "diamants de



Photo: AFP

Avec Valéry Giscard d'Estaing disparaît une figure de la politique française, président de la République de 1974 à 1981.

Bokassa".

Après sa défaite, "VGE" reste une figure du centre-droit avant de s'effacer du paysage politique français dans les années 1990, puis y revient en 2001 en prenant la tête de la Convention

pour l'Europe, chargée de rédiger une constitution européenne, qui sera donc rejetée par référendum (55% de non) en 2005.

Après avoir été hospitalisé à plusieurs reprises récemment,

"son état de santé s'était dégradé et il est décédé des suites du Covid-19", a indiqué sa famille dans un communiqué transmis à l'AFP, en précisant que ses obsèques se dérouleront "dans la plus stricte intimité familiale."

## Avalanche d'hommages



Photo: AFP

«VGE» était un «ami» de l'Allemagne. Ici, en janvier 2006 en compagnie du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Frank-Walter Steinmeier.

M.A.  
Libreville/Gabon

UN "homme de progrès et de liberté", un "réformateur" : les hommages affluaient hier, au lendemain de la disparition, à 94 ans, de l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing. Ainsi, l'actuel président Emmanuel Macron a-t-il salué la mémoire d'un chef d'État dont "le septennat transforma la France" :

"Les orientations qu'il avait données à la France guident encore nos pas. Serviteur de l'État, homme politique de progrès et de liberté, sa mort est un deuil pour la nation française".

Le numéro un français devait s'adresser hier soir à ses compatriotes pour lui rendre hommage, alors que ses obsèques doivent avoir lieu "dans la plus stricte intimité", selon la famille (lire ci-dessus).

Deux anciens présidents lui ont

également rendu hommage : Nicolas Sarkozy a salué "un homme qui a fait honneur à la France", tandis que François Hollande a regretté que la perte d'"un homme d'État qui a fait le choix de l'ouverture au monde".

De même, de nombreuses personnalités ont honoré "un homme de progrès", un "réformateur" et un "Européen convaincu" – qui fit "progresser de façon significative la construction européenne et le rayonnement international de la France", selon le Premier ministre Jean Castex.

L'Assemblée et le Sénat, qui siégeaient au moment de la nouvelle, ont observé une minute de silence.

"Avec Valéry Giscard d'Estaing, la France a perdu un homme d'État, l'Allemagne un ami et nous avons tous perdu un grand Européen", a de son côté regretté la chancelière allemande Angela Merkel. Les dirigeants des institutions européennes saluant, pour leur part, "un grand Européen qui continuera de nous inspirer", selon les termes de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.